

Chambre des Représentants

SESSION 1966-1967

14 FÉVRIER 1967

PROJET DE LOI

attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire.

I. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Article premier.

1) Remplacer le texte du 1° par ce qui suit :

« 1° de compléter et modifier les différentes lois d'expansion économique générale et régionale, de prendre les mesures légales nécessaires pour pouvoir procéder à l'assainissement des sites industriels désaffectés, de créer des moyens d'action nouveaux, notamment par l'institution d'un Fonds exceptionnel de reconversion. »

2) Compléter comme suit le 2° de cet article :

« le Roi peut étendre le bénéfice de ces mesures aux travailleurs touchés par les fermetures d'autres entreprises industrielles. »

3) Remplacer les 4° et 5° par ce qui suit :

« 4° a) de compléter et de modifier les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'exclusion des lois relatives à l'ordre judiciaire et à la Cour des Comptes, de la loi provinciale et de la loi communale;

Voir :

356 (1966-1967) :

— N° 1 : Projet de loi.

— N°s 2 à 4 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1966-1967

14 FEBRUARI 1967

WETSONTWERP

tot toekenning van bepaalde machten ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren.

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

Artikel 1.

1) De tekst van 1° vervangen door wat volgt :

1° de verschillende wetten betreffende de algemene en regionale economische expansie aan te vullen en te wijzigen; de nodige wettelijke maatregelen te treffen met het oog op de gezondmaking van de buiten gebruik zijnde nijverheids-oorden; nieuwe actiemiddelen te scheppen, onder meer door de oprichting van een Buitengewoon Reconversiefonds. »

2) De tekst van 2° van dit artikel aanvullen als volgt :

» de Koning kan het voordeel van die maatregelen uitbreiden tot de door de sluiting van andere nijverheids-ondernemingen getroffen werknemers. »

3) Het 4° en het 5° vervangen door wat volgt :

« 4° a) de wetten betreffende de inrichting en de werking van de openbare diensten, met uitzondering van de wetten betreffende de rechterlijke orde en het Rekenhof, de provinciale wet en de gemeentewet, aan te vullen en te wijzigen;

Zie :

356 (1966-1967) :

— N° 1 : Wetsontwerp.

— N°s 2 tot 4 : Amendementen.

b) d'assurer la mobilité des agents entre tous les services de l'État, les Forces Armées et les organismes d'intérêt public, assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

c) d'améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

d) d'opérer la suppression, la transformation ou la fusion de certains de ces organismes;

e) de renforcer leur contrôle. »

Art. 2.

Remplacer le § 6 par ce qui suit :

« § 6. — Le Roi règle l'exécution des dispositions du présent article. Il fixe, sur proposition du Conseil des Ministres, les dates auxquelles elles entrent en vigueur. »

Art. 3.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Les pouvoirs accordés au Roi expirent au 14 novembre 1967.

Les arrêtés pris en vertu de ceux-ci peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés qu'en vertu d'une loi, le Roi conservant le droit d'abroger, de modifier ou de remplacer les dispositions qui concernent les matières qui relèvent de sa compétence en vertu de l'article 66 de la Constitution. »

Le Premier Ministre,

b) de mobiliteit van de beambten tussen alle Staatsdiensten, de Strijdkrachten en de instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verzekeren;

c) het beheer en de activiteit der instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verbeteren;

d) de afschaffing, de omvorming of de fusie van sommige van deze instellingen door te voeren;

e) hun controle te verscherpen. »

Art. 2.

§ 6 vervangen door wat volgt :

« § 6. — De Koning regelt de uitvoering van de bepalingen van dit artikel. Hij bepaalt, op voorstel van de Minister-raad, de data van inwerkingtreding ervan. »

Art. 3.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« De machten toegekend aan de Koning verstrijken op 14 november 1967.

De besluiten getroffen ingevolge deze machten kunnen de vigerende wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen. Na het verstrijken van de door deze wet toegekende machten, kunnen die besluiten niet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen dan door een wet, terwijl de Koning het recht behoudt de bepalingen, die betrekking hebben op zaken die op grond van artikel 66 van de Grondwet onder zijn bevoegdheid vallen, op te heffen, te wijzigen of te vervangen. »

De Eerste Minister,

P. VANDEN BOEYNANTS.

Le Vice-Premier Ministre,

De Vice-Eerste Minister,

W. DE CLERCQ.

II. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. R. DEVOS.

Art. 2.

Insérer un § 3bis (nouveau), libellé comme suit :

« § 3bis. Le Chapitre 1^{er} de l'arrêté royal du 4 mars 1965, portant exécution du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'arrêté royal du 21 septembre 1966, modifiant temporairement le régime de la taxation des plus-values en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents, est modifié comme suit, en son article 9bis, Section IIbis.

1^o Au § 1^{er}, premier alinéa, les mots : « qui sont réalisées pendant chacune des années 1967 et 1968 » sont remplacés par les mots : « qui sont investies pendant chacune des années 1966, 1967 et 1968 ».

II. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER R. DEVOS.

Art. 2.

Een § 3bis (nieuw) invoegen, die luidt als volgt :

« § 3bis. Artikel 9bis, Afdeling IIbis, van hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 september 1966 tot tijdelijke wijziging van het aanslagregime der meerwaarden ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben, wordt gewijzigd als volgt :

1^o In § 1, eerste lid, worden de woorden « die gedurende elk der jaren 1967 en 1968 worden verwezenlijkt » vervangen door de woorden : « die gedurende elk der jaren 1966, 1967 en 1968 worden geïnvesteerd ».

2° Au même § 1^{er}, deuxième alinéa, les mots : « ou de l'apport en société » sont supprimés.

3° Au § 2, 2°, les trois premières lignes sont remplacées par le texte suivant : « dans un délai prenant cours le 1^{er} janvier 1966 et expirant le 31 décembre 1968 ».

JUSTIFICATION.

Le projet de loi n° 356/1 manifeste l'intention de prendre une série de mesures, notamment sur le plan fiscal, pour favoriser la relance économique.

A l'article 2, § 3, 1°, il est, entre autres, question d'aménager le régime fiscal en matière... d'apport « de branches d'activités ».

Le projet ne précise pas le sens des dispositions à intervenir, et réserve au Roi, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le soin de prendre ces mesures.

Or, sur ce point précis, la Chambre est déjà saisie d'une proposition de loi, dûment prise en considération. Il paraît peu conforme au rôle du législatif, de donner une délégation de pouvoir à l'Exécutif, dans un domaine où la Chambre a déjà entamé la procédure législative.

D'autre part, il ne convient pas de remettre à plus tard des mesures qui, techniquement sont prêtes et peuvent dès lors être votées en même temps que le projet de loi.

C'est pourquoi le présent amendement est déposé. Il tend à intégrer dans le projet de loi, sous forme d'un § 3bis à l'article 2, la proposition de loi tendant à améliorer le régime fiscal des apports de branches d'activité, et à faire une meilleure application de la loi du 14 juillet 1966.

En effet, la loi du 14 juillet 1966, instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents a prévu différents moyens pour favoriser l'expansion des régions en cause. Un de ces moyens est la fiscalité. L'article 8 prescrit notamment de réduire la taxation des plus-values non immunisées, à la condition que le prix de réalisation soit investi dans les régions visées par la loi, avant le 31 décembre 1968.

L'arrêté royal du 21 septembre 1966 (*Moniteur belge* du 19 octobre 1966, page 10 594) fait application de cet article 8. Cet arrêté, contre-signé par les Ministres des Finances, des Affaires économiques, des Classes moyennes et par le Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale limite fortement la portée de la loi, en réduit l'efficacité et en fait donc une mauvaise application.

Deux points paraissent particulièrement nocifs :

1° L'exclusion des plus-values constatées à l'occasion d'apports en société.

L'apport en société est cependant une des sources les plus fécondes d'expansion. En combinant un élément préexistant, avec l'expérience que cela implique, avec un apport d'argent frais, cette formule permet la création de sociétés nouvelles qui ont les meilleures chances de réussite.

Il est impensable d'exclure cette formule du bénéfice fiscal de la loi du 14 juillet 1966.

2° Alors que la loi fixe comme seule condition, dans le temps, l'investissement du prix de réalisation avant le 31 décembre 1968, l'arrêté exige que les plus-values soient réalisées en 1967 et 1968. Qu'importe la date où la plus-value est réalisée, si l'investissement est fait en 1966, en 1967 ou en 1968. Seul, l'investissement est d'importance pour la reconversion de la région.

Il apparaît absolument nécessaire de modifier d'urgence les dispositions de l'arrêté royal du 21 septembre 1966, afin de rendre à la loi du 14 juillet 1966 toute sa portée.

C'est le but du présent amendement.

2° In dezelfde § 1, tweede lid, worden de woorden « of inbreng in vennootschap » weggelaten.

3° In § 2, 2°, worden de eerste twee regels vervangen door volgende tekst : « in een termijn die ingaat op 1 januari 1966 en verstrijkt op 31 december 1968 ».

VERANTWOORDING.

Met het wetsontwerp n° 356/1 worden een reeks maatregelen beoogd, met name op het terrein van de belastingen, om de economische herleving in de hand te werken.

In artikel 2, § 3, 1°, is o.m. sprake van een aanpassing van de belastingregeling inzake inbreng « van bedrijfstakken ».

In het ontwerp wordt niet nader bepaald in welke zin er schikkingen zullen worden genomen; aan de Koning wordt de zorg overgelaten om die maatregelen bij in Ministerraad overlegde besluiten te nemen.

Op dit welbepaalde punt nu is er bij de Kamer een wetsvoorstel aangehangig, dat reeds in overweging is genomen. Het lijkt niet in overeenstemming met de rol van de wetgever te zijn een opdracht van bevoegdheid aan de Uitvoerende Macht te verlenen in een aangelegenheid waarin de wetgevende procedure reeds is aangevat.

Bovendien is het niet aangewezen maatregelen uit te stellen die technisch uitgewerkt zijn en derhalve samen met het wetsontwerp kunnen worden goedgekeurd.

Daartoe wordt het onderhavige amendement voorgesteld. Dit amendement heeft tot doel, als § 3bis van artikel 2, in het wetsontwerp op te nemen het wetsvoorstel tot verbetering van de belastingregeling van de inbrengsten van bedrijfstakken, alsmede tot verbetering van de toepassing van de wet van 14 juli 1966.

De wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben, voorziet immers in verscheidene middelen ter bevordering van de expansie in de betrokken gewesten. Een van die middelen ligt in het hanteren van de belastingdruk. Artikel 8 bepaalt met name dat de belasting op de niet-vrijgestelde meerwaarden wordt verlaagd op voorwaarde dat de verkoopprijs vóór 31 december 1968 in de bij de wet bedoelde gewesten geïnvesteerd wordt.

Bedoeld artikel 8 nu wordt toegepast door het koninklijk besluit van 21 september 1966 (*Belgisch Staatsblad* van 19 oktober 1966, blz. 10.594). Dit besluit is medeondertekend door de Ministers van Financiën, van Economische Zaken, van Middenstand en door de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor de Streekeconomie; het beperkt in sterke mate de draagwijdte van de wet, tast de doelmatigheid ervan aan en past ze derhalve verkeerd toe.

Twee punten uit dit koninklijk besluit lijken bijzonder schadelijk :

1° De uitsluiting van de meerwaarden die worden geconstateerd naar aanleiding van een inbreng in vennootschap.

De inbreng in vennootschap is nochtans een van de vruchtbaarste expansiemogelijkheden. Die formule maakt het, door combinatie van een bestaande en op ervaring bevestigende factor, met de inbreng van nieuwe fondsen, mogelijk om nieuwe vennootschappen op te richten die de beste kansen op slagen bezitten.

Het is ondenkbaar dat die formule wordt uitgesloten van het voordeel van de wet van 14 juli 1966.

2° Wat de tijd betreft, stelt de wet als enige voorwaarde dat de verkoopprijs vóór 31 december 1968 wordt geïnvesteerd, doch in het koninklijk besluit wordt geëist dat de meerwaarden verwezenlijkt worden in 1967 en 1968. Welk belang heeft de datum van de verwezenlijking van de meerwaarde, als de investering maar geschiedt in 1966, 1967 of 1968? Alleen de investering is van belang voor de omschakeling van het gewest.

Het is duidelijk dat het bepaalde in het koninklijk besluit van 21 september 1966 beslist moet gewijzigd worden, opdat de wet van 14 juli 1966 haar volle draagwijdte zou hebben.

Dit is het doel van het onderhavige amendement.

III. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. PIERSON.

Article premier.

Au 7^e, 1^{re} ligne, entre les mots : « d'améliorer le financement des investissements » et les mots « et notamment », **insérer les mots** : « en assurant l'association des sociétés à portefeuille à la programmation de l'expansion économique ».

JUSTIFICATION.

Les mots dont l'insertion est proposée figurent dans l'exposé des motifs. Ils traduisent donc bien la volonté du Gouvernement. Leur insertion dans le texte de la loi est indispensable car sinon, vu la trop grande généralité des termes du § 7, le Gouvernement ne disposerait pas des pouvoirs nécessaires pour rendre l'association des sociétés à portefeuille à la programmation de l'expansion économique obligatoire pour ces sociétés.

M.-A. PIERSON,
L. COLLARD.

IV. — SOUS-AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. PIERSON

A L'AMENDEMENT DU GOUVERNEMENT

(voir I, p. 1).

Article premier.

In fine du 1^o, **supprimer les mots** : « notamment par l'institution d'un Fonds exceptionnel de reconversion ».

JUSTIFICATION.

D'après les précisions fournies par le Gouvernement lui-même, son intention n'est pas de créer un fonds autonome. Il semble au contraire qu'il s'agira uniquement d'un fonds comptable, centralisant des moyens prévus à divers postes de certains budgets, moyens éventuellement augmentés pour permettre une meilleure coordination de leur emploi. Pareille institution ne requiert pas l'intervention de la loi. Dès lors, cet objet est étranger à une délégation de pouvoirs.

M.-A. PIERSON,
L. COLLARD.

III. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER PIERSON.

Artikel 1.

In 7^o, eerste en tweede regel, tussen de woorden « de financiering van de investeringen te verbeteren » en de woorden « en met name », **de volgende woorden invoegen** : « door de portefeuillemaatschappijen te betrekken bij de programmering van de economische expansie ».

VERANTWOORDING.

De woorden die wij voorstellen in te voegen komen voor in de Memorie van Toelichting. Zij geven dus wel degelijk de inzichten weer van de Regering. Het is absoluut nodig ze in de tekst van de wet in te voegen, zoniet zou de Regering, ingevolge de al te grote vaagheid van de bewoordingen van § 7, niet over de nodige macht beschikken om het betrekken van de portefeuillemaatschappijen bij de programmering van de economische expansie voor de maatschappijen verplicht te stellen.

IV. — SUBAMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER PIERSON

OP HET AMENDEMENT VAN DE REGERING

(cf. I, blz. 1).

Artikel 1.

In fine van 1^o, **de woorden** « onder meer door de oprichting van een Buitengewoon Reconversiefonds » **weglaten**.

VERANTWOORDING.

Volgens de door de Regering zelf verstrekte inlichtingen ligt het niet in haar bedoeling een zelfstandig fonds op te richten. Integendeel, het is blijkbaar alleen een boekhoudkundig fonds, waarin de op verschillende posten van sommige begrotingen uitgetrokken middelen zouden worden gecentraliseerd en eventueel verhoogd, met het oog op een betere coördinatie bij hun aanwending. Voor de oprichting van een dergelijke instelling is geen wet nodig. Dit punt valt derhalve buiten een opdracht van bevoegdheden.